

La Turquie en Libye

Benoît de La Ruelle

Membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient

(OS2MO) et officier au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE)

Résumé

La signature des *Memorandum of understanding* entre la Turquie et le gouvernement d'entente nationale (GEN) de Tripoli portant l'un sur la coopération militaire et l'autre sur le partage des frontières maritimes¹, révélés le 26 novembre 2019, a eu comme première conséquence de faire échouer l'opération militaire des forces du maréchal Haftar contre Tripoli. Aujourd'hui, la présence militaire turque reste significative en Libye. Ankara vise à devenir le partenaire principal de ce pays pour en faire la tête de pont de l'influence turque sur le continent africain. La Turquie s'appuie sur l'Histoire, faisant de la Libye le chaînon manquant de l'expansion de son influence économique et idéologique vers l'Afrique. À terme, la Turquie devra prendre en compte sa capacité à maintenir son influence face aux autres acteurs internationaux (notamment la Russie, la Chine et l'Union européenne) peu satisfaits de la voir prendre une telle influence en Libye.

Des liens historiques forts

L'Empire ottoman, dont l'héritage impérial est pleinement assumé par le président R. T. Erdogan, s'est emparé de Tripoli dès 1551. Depuis lors, les relations ont évolué d'une mainmise plutôt lâche de la Porte sur la régence de Tripoli à une reprise en main par Istanbul au cours du XIX^e siècle, en réaction à la décomposition de l'Empire. Si cette régence ottomane s'exerçait surtout sur la côte, marquant profondément la ville commerçante de Misrata, elle n'en a pas moins laissé quelques traces jusque dans l'immensité désertique du Fezzan en accordant une grande autonomie aux tribus nomades. Le débarquement italien en Libye (1911) et le traité de Lausanne-Ouchy (18 octobre 1912) sonnent le glas de l'influence turque dont la présence ne s'éteindra toutefois qu'après d'âpres combats s'étendant jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Les relations traversent ensuite une période plus atone ne pouvant masquer les difficultés de l'Italie de reconstruire la Libye. Si le colonel Kadhafi, au pouvoir de 1969 à 2011, ne s'est jamais rendu dans la très laïque Turquie, il n'en a pas moins soutenu l'intervention militaire turque à Chypre en 1974, ce qui n'est pas oublié à Ankara.

Depuis le début du XXI^e siècle, Ankara renoue avec la tradition géopolitique ottomane, se déployant en particulier en Afrique bien au-delà de ses anciennes régences, illustration d'une politique

¹ Cet article ne s'intéresse pas à la validité juridique de ces MoU, contestée par de nombreux acteurs. Il prend en compte leur existence, assumée par les gouvernements de Turquie et de Libye, et commente certaines de leurs implications.

d'expansion économique et diplomatique correspondant à l'arrivée au pouvoir de l'AKP² en Turquie. Pour les autorités turques, le développement des liens avec l'Afrique du Nord rend primordiale la sécurisation des liaisons aériennes et navales turques dans l'espace méditerranéen, bien au-delà de la mer Égée et du golfe d'Alexandrette. Ce mouvement de « dés-enfermement » de la Turquie et notamment de sa marine accompagne les ambitions énergétiques du pays qui cherche à s'imposer, y compris par l'intimidation, dans le partage des ressources énergétiques en Méditerranée.

La vision d'un soutien turc à la frange des Frères musulmans libyens en raison d'une proximité religieuse et idéologique est exacte, mais elle est réductrice et masque des éléments nécessaires à la compréhension de cette grande politique. La Turquie, et singulièrement son président Erdogan, ont renoué avec une vision de long terme mise en œuvre avec pragmatisme et opportunisme, bousculant l'échiquier méditerranéen. Les partenaires de la Turquie en Libye sont ainsi ceux qui servent le mieux ses desseins. L'enjeu actuel pour la Turquie, qui profite de la situation d'un pays affaibli et divisé pour se réinsérer dans le jeu libyen, consiste à consolider sa position dans le pays afin de conserver une place de premier choix lorsque la Libye sera à nouveau reconnue comme un pays unifié pouvant disposer librement de l'ensemble de ses atouts.

Si le courant de l'islam politique turc se félicite de la révolution libyenne de 2011, la réaction de l'appareil étatique turc est alors bien plus mesurée, s'ouvrant aux bénéfices éventuels à long terme et les pertes certaines à court terme d'une telle position. En effet, en février 2011, à la suite des facilités accordées en novembre 2009 (suppression des visas), environ 30 000 Turcs travaillent en Libye et les investissements de 300 entreprises turques atteignent 20 milliards de dollars dans des secteurs très variés : construction, énergie, industrie manufacturière, pêche, agriculture et biens de consommation. Aussi, lorsqu'il est interrogé début mars 2011 sur la possibilité d'une opération de l'OTAN contre la Libye, le Premier ministre Erdogan qualifie cette hypothèse d'absurde et d'impensable. Deux semaines plus tard, son ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu réitère cette position alors qu'il est interrogé sur la possibilité que la Turquie participe à la campagne de bombardement initiée le 19 mars 2011 par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. « Cela nous serait impossible de partager la responsabilité d'une opération que des autorités ont qualifiée de croisade³ », déclare-t-il, jugeant que les bombardements allaient au-delà de ce qu'autorisait la Résolution 1973, votée à la majorité du Conseil de sécurité de l'ONU le 17 mars.

Pourtant, le 24 mars, la Grande Assemblée nationale de Turquie (GANT), où l'AKP du Premier ministre Erdogan dispose de la majorité absolue, donne son accord à une participation turque à l'opération de l'OTAN, afin de permettre la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne visant à protéger les civils contre des attaques systématiques et généralisées ainsi que d'un embargo sur les armes. Six chasseurs F-16 et cinq navires de surface plus un sous-marin sont rapidement affectés à l'opération.

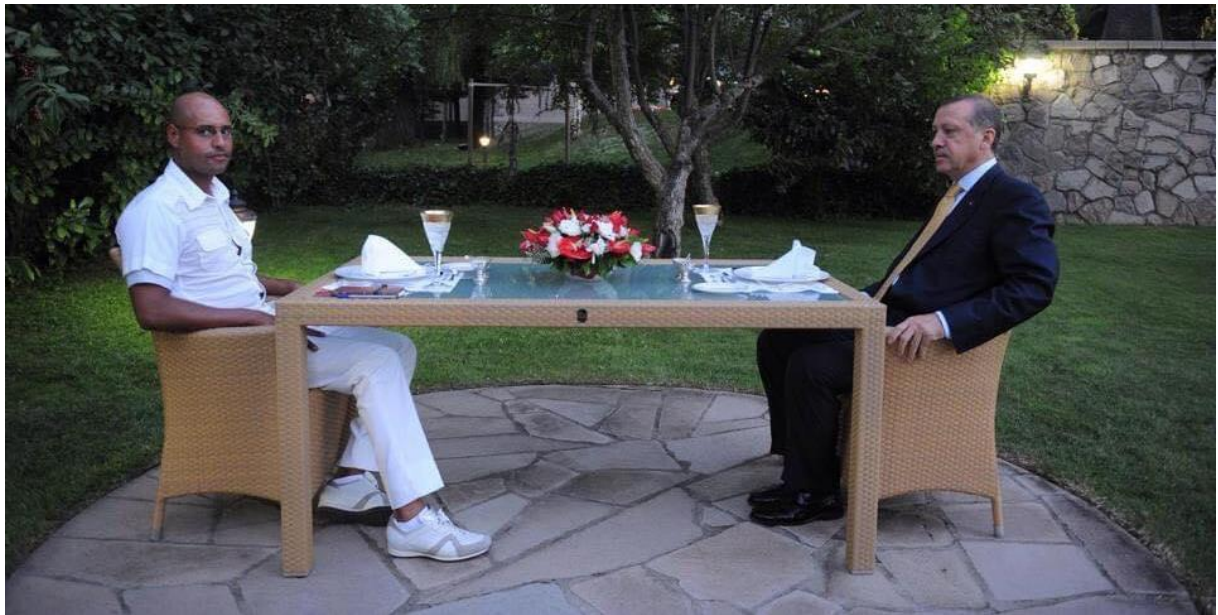
La Turquie s'engage à son corps défendant dans l'opération de l'OTAN « Unified Protector » (2011)

L'intensité de la campagne aérienne contre les symboles et les forces du régime font rapidement comprendre à la Turquie que l'opération ira à son terme et qu'elle ne peut conduire à plus ou moins brève échéance qu'à une chute du régime. Par ailleurs, le Qatar, les Émirats arabes unis et la Jordanie ont rejoint la coalition et participent à la campagne aérienne ; il n'est donc plus possible de parler d'une croisade occidentale contre un pays musulman. Le 18 mars, la Ligue arabe elle-même apporte son soutien à la Résolution 1973. Par ailleurs, la Turquie est membre de l'OTAN et accueille à Izmir le

² Adalet ve kalkınma partisi : Parti de la justice et du développement.

³ AFP, 20 mars 2011.

centre de commandement pour les opérations aériennes pour le flanc sud de l'Alliance, naturellement impliqué dans l'opération *Unified Protector*. Alors que ce centre de commandement était sur la sellette depuis des années car jugé peu utile, la Turquie s'était battue pour le conserver. Dans ce contexte, ne pas participer à l'opération devenait compliqué pour Ankara. Enfin, il y a aussi la volonté d'accompagner, sans retard cette fois après les épisodes tunisien et égyptien, les bouleversements en cours dans le monde arabe. Ce mouvement entraîne toutefois un dilemme : les années précédentes, le Premier ministre Erdogan a recréé avec succès des liens avec les autocrates arabes afin de sortir la Turquie de son isolement et de sa relation unidirectionnelle avec l'Occident. Il a donc établi des liens avec le colonel Kadhafi et a accompagné son offensive diplomatique d'une large offensive commerciale qui commence à porter ses fruits en 2011.



Rencontre entre Seif el Islam Kadhafi et le président Recep Tayyip Erdogan avant 2011

Comme il a l'habitude de s'adresser directement aux masses musulmanes, notamment sur la question palestinienne, R. T. Erdogan ne peut ignorer les aspirations de la frange révolutionnaire de la population libyenne à s'émanciper d'un régime autoritaire, même si cela met en péril les premiers fruits de son investissement diplomatique. Entre le 18 et le 24 mars 2011, la Turquie tente de persuader le colonel Kadhafi de négocier avec l'opposition.

Le vote de la Résolution 1973 vient à point nommé pour offrir une porte de sortie honorable à Ankara, lui permettant de façon pragmatique à la fois de tenir ses engagements envers l'OTAN, d'agir en conformité avec le Conseil de sécurité, de ne pas aller contre la Ligue arabe et de soutenir des aspirations populaires très médiatisées. Certes, les investissements financiers sont perdus, au moins à court terme. Néanmoins, la Turquie ne renonce pas complètement au retour au pouvoir d'un proche du colonel Kadhafi. En effet, il semblerait que durant la campagne aérienne de l'OTAN, des informations relatives à des bombardements imminents sur des cibles du régime auraient été transmises à celui-ci, permettant d'en limiter les effets⁴.

⁴ D'après des sources libyennes.

Retour en force de la Turquie en 2019

De 2011 à 2018, la Turquie tente comme tous les acteurs intéressés par la crise libyenne de pousser ses pions tout en jouant officiellement le jeu d'un retour à la stabilité. Soutien à l'accord de Skhirat de 2015 prévoyant le retour d'un gouvernement à Tripoli en 2016, redémarrage des relations commerciales dans la limite que permet l'instabilité permanente dans le pays, accueil en Turquie d'islamistes pour certains reconvertis dans les affaires, liens avec les Frères musulmans et des milices locales, absence de poursuites juridiques contre la famille Kadhafi. Dès décembre 2018, la Turquie cherche à investir le secteur de la coopération militaire et de sécurité avec Tripoli : le déplacement à Tripoli du chef d'état-major général turc et du ministre de la Défense est l'occasion d'annoncer, le 5 décembre, la signature d'accords de coopération. Cette visite débouche concrètement sur l'arrivée d'un attaché de défense turc à Tripoli en février 2019.

L'accélération et l'approfondissement de la relation sont liés à l'offensive du maréchal Haftar pour s'emparer de Tripoli, débutée le 4 avril 2019, qui bénéficie d'une supériorité dans le domaine des équipements, ce qui pousse les chefs politiques et militaires du GEN de Tripoli à rechercher un appui extérieur. Début mai 2019, alors que les forces de Tripoli subissent une forte pression au sud de la capitale, c'est une délégation libyenne menée par le ministre de l'Intérieur Fathi Bashagha et le commandant de l'opération « Volcan de la colère », le général de division al-Jouweili, qui est présente à Ankara lors du salon d'armement IDEF afin de faire part des besoins urgents en équipements pour contrer l'opération « Déluge de dignité » de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar.

Fin mai, les premiers équipements (transports de troupe blindés à roues et systèmes de drones Bayraktar TB2) et conseillers turcs transportés par un navire civil débarquent sur les quais du port de Tripoli. Les photos apparaissent très vite sur les réseaux sociaux. Ces drones réalisent quelques frappes spectaculaires, notamment début août sur la base aérienne de Joufrah (dans le centre du pays) qui se pensait hors de portée. Ces moyens ne suffisent pas à inverser un rapport de force très en faveur des forces du maréchal Haftar, appuyées notamment par les Émirats arabes unis et l'Égypte, puis la Russie à compter de septembre 2019. Plusieurs drones turcs sont ainsi détruits en vol ou au sol et ne sont que partiellement remplacés compte tenu des difficultés logistiques.

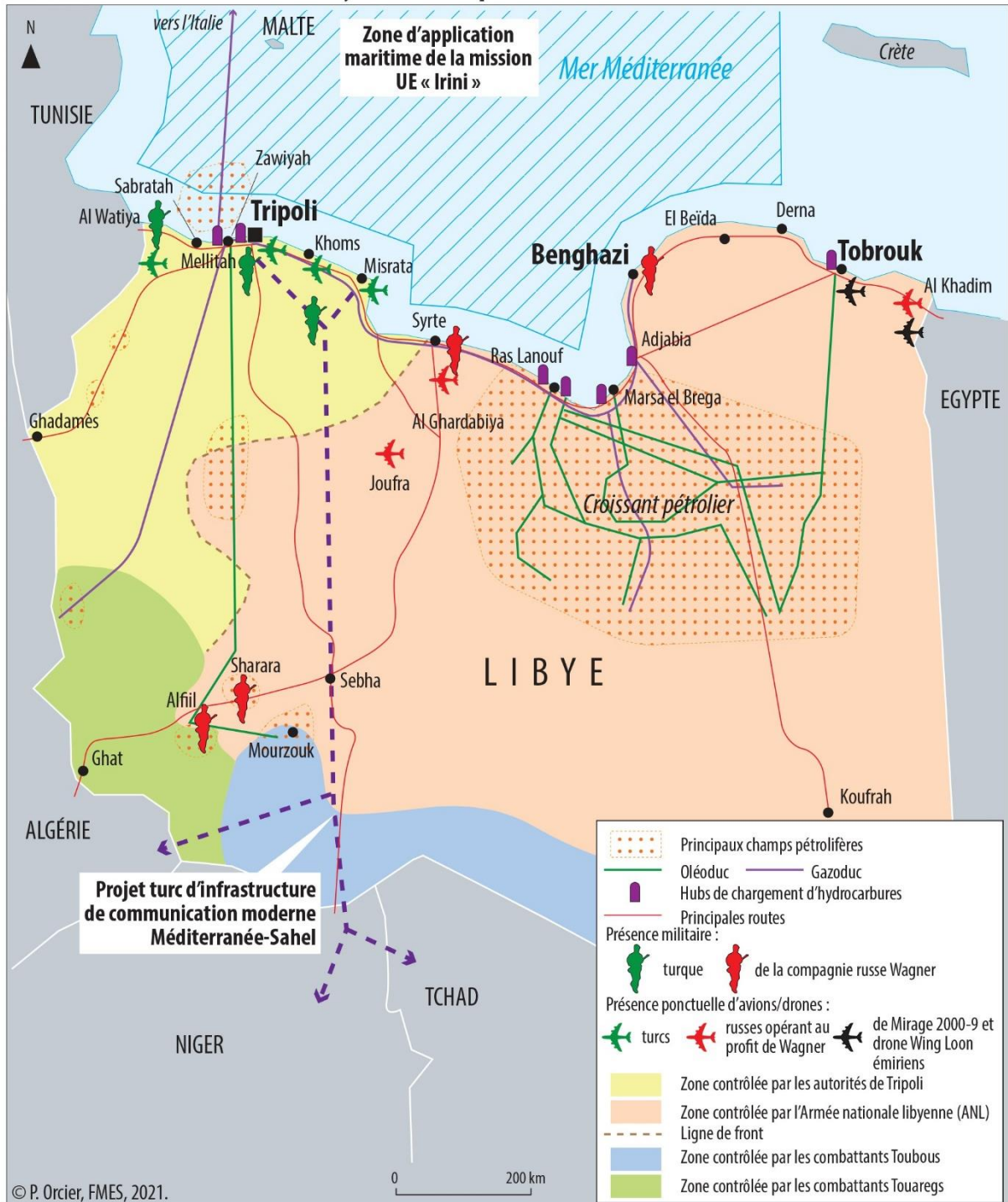


Débarquement dans le port de Tripoli des véhicules blindés turcs *Kirpi* en mai 2019

Le 26 novembre 2019, la signature, entre Tripoli et Ankara, de deux *Memorandum of Understanding* (MoU) de coopération militaire et sur la délimitation des frontières maritimes révèle au grand jour l'ampleur des ambitions turques en Libye et plus largement en Méditerranée. Elle provoque le basculement du rapport de force sur le terrain par l'engagement militaire d'Ankara auprès du GEN, produit au bout de quelques mois une tension inédite en Méditerranée (y compris entre membres de l'OTAN) et illustre la politique agressive de prospection énergétique que mène la Turquie dans des zones dont elle refuse de reconnaître la souveraineté. L'accord de délimitation des frontières maritimes est dénoncé par une partie des Libyens, mais aussi par d'autres pays riverains de la Méditerranée au premier rang desquels Chypre et la Grèce, régulièrement confrontés aux prétentions maritimes turques.

Le 25 janvier 2020, la GANT donne son accord pour l'envoi d'une aide militaire répondant à la demande du GEN, ce qui officialise la présence militaire turque en Libye chargée de faire de la « coordination ». Les acheminements d'armement en violation de l'embargo s'intensifient au printemps 2020 par voie maritime (navires *Cirkin*, *Ana*) sous la protection de frégates turques, malgré le lancement de l'opération européenne *Irini* (31 mars 2020) chargée de faire respecter l'embargo. Malgré les mises en garde de l'OTAN et de l'UE, la Turquie poursuit son soutien militaire à Tripoli. Le dispositif militaire d'intervention est cohérent : capacité de commandement pour planifier et conduire des opérations interarmées, forces spéciales, capacités de renseignement, bulles de défense aérienne, moyens de frappe dans la profondeur, infanterie « consommable » composée d'environ 3 000 mercenaires syriens.

La Libye, dix ans après la révolution de 2011



La bascule du rapport de force en faveur de Tripoli permet au GEN d'accumuler les victoires militaires en Tripolitaine : prise de la bande côtière à l'ouest de Tripoli en avril, de l'importante base aérienne d'Al Watiya près de la frontière tunisienne le 18 mai, de la place forte de Tarhouna le 5 juin. Loin d'être intimidée par les accusations de l'ANL et de la communauté internationale l'accusant de violer l'embargo, ce qu'elle assume compte tenu de ses accords avec le GEN, la Turquie soutient la légitimité de celui-ci à s'emparer de Syrte, Joufrah et du croissant pétrolier dans le golfe de Syrte. En juin et juillet 2020, le centre de gravité du déploiement interarmées turc se déplace vers l'est pour soutenir l'offensive des forces du GEN contre Syrte et Joufrah, mais le rééquilibrage russe au profit des forces

du maréchal Haftar gèle peu ou prou la ligne de contact à l'ouest de la ville de Syrte. Parallèlement, la Turquie poursuit son déploiement en utilisant la base aérienne d'Al Watiya comme un *hub* pour ses opérations et construit une base navale à Misrata⁵. Elle conquiert le cœur de la population de la capitale en engageant une unité de démineurs afin de dépolluer des localités du sud de la capitale regorgeant de munitions non explosées, de pièges et de mines laissés par les mercenaires de la société russe Wagner. À la même période, les premiers cadets libyens partent se former en Turquie à Isparta.

Une tête de pont vers l'Afrique

Le gel de la ligne de front, puis le cessez-le-feu du 23 octobre 2020 clôturent la phase des opérations. En vue de transformer ses succès tactiques en gain stratégique, la Turquie profite de son influence pour étendre autant que possible son emprise sur la partie du pays contrôlée par le GEN. Elle demeure depuis un partenaire extrêmement vigilant au sein des comités nés de la Conférence de Berlin de janvier 2019, chargés de parvenir à la réunification des institutions, afin que ce mouvement se fasse conformément à ses intérêts.

Avec les nouvelles autorités provisoires du Conseil présidentiel, élues début février 2021 et chargées d'organiser des élections le 24 décembre 2021, les autorités turques multiplient les échanges et les visites de haut niveau, en Turquie⁶ comme en Libye. La Turquie sait que politiquement les Frères musulmans ne constituent pas une force suffisamment puissante pour conquérir et garder le pouvoir, en dépit de leur surreprésentation relative dans les instances dirigeantes. Les élections de 2014 ont établi leur poids réel autour de 10 % du corps électoral. Le calcul turc pragmatique consiste donc à établir de bonnes relations avec le pouvoir en place à Tripoli afin de développer ses intérêts et de tenter de dissuader les autorités libyennes de cultiver des relations avec les pays qui lui sont le plus hostiles.

Dans le domaine économique, la Libye redevient un marché captif pour les entreprises turques. Sur les cinq premiers mois de 2021, l'augmentation des exportations turques vers la Libye atteint 67 % de celles de 2020, soit 983 millions de dollars ; en mai, l'augmentation atteint 138 %, soit 158 millions de dollars ; 3 milliards de dollars supplémentaires sont attendus d'ici la fin de l'année 2021. Pour Murtaza Karanfil, président de l'office de commerce turc pour la Libye, les secteurs prometteurs en Libye sont l'énergie, la défense, l'alimentation, le recyclage, la chimie, les infrastructures et la construction (BTP). L'objectif serait d'atteindre une valeur d'échanges de 10 milliards de dollars d'ici quelques années. La Libye est d'ores et déjà le deuxième client africain de la Turquie. En sens inverse, les exportations libyennes vers la Turquie sont constituées à 95 % de produits pétroliers.

Trois jours de mer séparent les ports turcs de Tripoli. La Turquie planifie de construire en Libye un *hub* lui permettant d'exporter ses produits vers les 53 pays du continent africain⁷ par la voie des airs mais aussi par la route pour les régions les moins éloignées. La Turquie possède actuellement 41 ambassades en Afrique, dont 36 en Afrique subsaharienne⁸ ; 30 pays africains disposent d'une représentation diplomatique à Ankara, chiffres qui ont considérablement augmenté depuis le début des années 2000. Les « bras armés » de la diplomatie et de l'influence turques sont les ambassades et leurs réseaux commerciaux, l'agence TIKA (Agence de coopération et de coordination de la Turquie), la fondation AFAD (aide humanitaire d'urgence), l'institut Yunus Emre (culture), la fondation Diyanet (affaires religieuses), la fondation Maarif (éducation), l'agence de presse Anadolu (communication,

⁵ Qui serait capable d'accueillir des sous-marins.

⁶ La dernière rencontre entre le président turc et le Premier ministre libyen Dbeibah à Istanbul, le 7 août 2021, a donné lieu à un communiqué saluant le développement spectaculaire des relations politiques et économiques.

⁷ Le montant des échanges commerciaux Turquie-Afrique est passé de 5,3 Mds de dollars en 2003 à 25,3 Mds en 2020 (source : site internet du MAE turc).

⁸ La dernière ouverture en date d'une ambassade turque a été effectuée en Sierra Leone en novembre 2020.

information et influence), mais aussi la compagnie aérienne nationale Türk Hava Yollari (43 pays desservis avant la pandémie). L'effort turc porte principalement vers les pays d'Afrique du Nord⁹ mais l'Afrique subsaharienne retient aussi l'attention d'Ankara. Pour des convois logistiques routiers, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est se trouvent à une semaine de distance de Tripoli, d'autant que la Turquie s'estime moins sujette que d'autres pays à des problèmes de sécurité dans les zones traversées.

Vis-à-vis du continent africain, les avantages de la porte d'entrée libyenne sont évidents : droits de douane très faibles par rapport à ceux des autres pays de la façade méditerranéenne et délivrance aisée de visas. Mais des freins subsistent, car la Libye n'est pas encore desservie par Turkish Airlines, les problèmes en alimentation électrique du pays (y compris à Tripoli) et l'absence de système bancaire suffisamment structuré rendant son implantation difficile. Lorsque ces problèmes d'infrastructure seront réglés, la Turquie, bien présente sur place, aura une longueur d'avance sur ses concurrents.

Dans le développement de ses relations avec les pays africains, la Turquie se trouve régulièrement en compétition avec d'autres acteurs, notamment la Chine et la Russie, mais les objectifs des uns et des autres sont différents. La Chine tisse sur le temps long un maillage anesthésiant, s'appuyant depuis 2013 sur la stratégie des Nouvelles routes de la soie visant à faire de la Chine la première puissance mondiale en sécurisant l'accès aux ressources. Par manque de moyens, la Russie concentre ses efforts sur quelques pays : République centrafricaine, Soudan, Libye où elle s'oppose à la Turquie dans le domaine militaire par le biais de la société Wagner¹⁰.

Stratégie claire et pragmatisme

Ankara est suffisamment pragmatique pour voir plus loin que les autorités libyennes actuellement au pouvoir. Celles-ci ne sont déjà plus celles du temps de la signature des MoU en novembre 2019. Qui plus est, elles ne sont théoriquement qu'intérimaires, devant céder la place à l'issue des élections planifiées théoriquement pour le 24 décembre 2021¹¹.

Aujourd'hui, en profitant de liens solides et multiples ainsi que de l'exploitation opportune d'une situation politique et sécuritaire complexe, la Turquie vise, par sa stratégie en Libye, à devenir le partenaire étranger principal de ce pays pour en faire le relais de l'influence turque sur le continent africain. D'un point de vue politico-militaire, le pays est toujours divisé en deux zones d'influence et Turcs comme Russes y maintiennent des capacités de renseignement, de commandement et de combat¹². La base aérienne d'Al Watiya, dans l'ouest du pays, représente la base aérienne et logistique turque principale. Pour l'instant, des chasseurs F-16 n'y ont jamais été basés, sans doute sur pression de Washington qui ne veut pas inquiéter la Tunisie voisine ni pousser à l'escalade en Afrique du Nord.

⁹ 51,5 milliards de dollars de projets d'investissements sur les 71,1 prévus pour l'ensemble du continent (source : MAE turc).

¹⁰ La caractérisation des relations politico-sécuritaires turco-russes fait couler beaucoup d'encre. Il semble qu'il faille distinguer selon les niveaux stratégique, opératif et tactique. D'un point de vue stratégique, les deux pays apparaissent comme des ennemis héréditaires, la fédération de Russie comprenant des territoires précédemment ottomans. Aux niveaux opératif et tactique, le pragmatisme et l'équilibre bénéfices/coûts expliquent tantôt les oppositions (Libye, Caucase), tantôt les coopérations (Syrie), tantôt les deux successivement sur un même théâtre. Aujourd'hui la Turquie et la Russie sont les deux puissances extérieures jouant un rôle prépondérant en Libye, détenant les clés de la résolution de la crise, la Russie ayant supplanté les influences émirienne et égyptienne auprès du maréchal Haftar.

¹¹ Si ces élections n'ont pas lieu à cette date, de nombreux Libyens considéreront ces autorités comme illégitimes. L'actualité permet toutefois de douter de la tenue des élections à cette date.

¹² À noter que si des milliers de mercenaires syriens ont quitté le pays dès l'été 2020, plusieurs centaines demeurent dans le pays. Environ 200 d'entre eux ont manifesté dans le sud de Tripoli fin août 2021 pour réclamer le paiement de leurs salaires.

Des drones armés y sont en revanche présents en nombre. La marine turque dispose de facilités navales à Khoms, quant aux éléments terrestres turcs ils sont principalement groupés autour de Tripoli. L'ensemble du dispositif serait probablement capable de remonter rapidement en puissance en cas de détection de préparatifs d'une nouvelle offensive de l'ANL contre les forces du GEN. Même si les données disponibles en sources ouvertes sont moins nombreuses que durant la guerre de 2019-2020, il est très probable, compte tenu des rotations régulières de l'armée de l'air turque, que la présence turque en Libye comprenne différents dispositifs : renseignement (drones, ROHUM), formation, forces spéciales, commandement, feux dans la profondeur (T-155 Firtina, T-122 Sakarya). Les escales de bâtiments de la marine turque demeurent régulières.

Sur le plan politique, le courant des Frères musulmans libyens tente aujourd'hui de faire en sorte que les élections du 24 décembre 2021 ne soient que des élections parlementaires et que ce soit ces parlementaires qui élisent le président de la République. En effet, les Frères musulmans sont conscients de leur poids limité et redoutent une élection du chef de l'État au suffrage universel. Présente en force dans le pays, la Turquie a atteint un haut niveau de connaissance du paysage politique, rejoignant presque les Italiens et les Égyptiens dans ce domaine. Elle estimerait avec sérieux depuis plusieurs mois les chances de retour au pouvoir de Seif el Islam Kadhafi¹³, compte tenu de la lassitude des Libyens à souffrir des jeux partisans et de sa capacité de rassemblement au-delà de sa tribu et de ses partisans déclarés.

En établissant des contacts à haut niveau avec les leaders politiques libyens – à l'exception du maréchal Haftar – mais en développant aussi des contacts officieux avec des représentants du courant kadhafiste¹⁴, la Turquie joue sur plusieurs tableaux et espère consolider sa position actuelle. Cependant, elle doit prendre en compte deux éléments. Tout d'abord, les Libyens ne sont pas adeptes de relations exclusives, et encore moins d'une présence militaire sur leur sol qui ne soit pas pleinement acceptée¹⁵. En effet la présence militaire turque a été appelée dans des conditions bien particulières. Quand la stabilité intérieure sera restaurée, il est probable que les futures autorités libyennes exigeront le départ de toute force qui ne réponde pas à un besoin de coopération. Elles devraient aussi chercher à multiplier les partenariats propices au développement économique du pays ainsi qu'à sa stabilité politique. À ce titre, les liens avec les pays européens sont primordiaux. Enfin, les compétiteurs de la Turquie, en particulier européens, inquiets de son pouvoir déstabilisant sur le continent africain, pourraient chercher à contrecarrer ses desseins et limiter ses ambitions.

¹³ Incidemment, il faut noter que la transformation de la basilique Sainte-Sophie en mosquée était une condition du colonel Kadhafi à une éventuelle visite en Turquie.

¹⁴ Le 5 septembre 2021, la Turquie a obtenu des autorités de Tripoli la libération de personnalités de l'ancien régime et notamment de Saadi Kadhafi, un des fils du colonel Kadhafi, emprisonné à Tripoli depuis son expulsion du Niger en 2014. Juste après sa libération Saadi Kadhafi s'est envolé pour la Turquie.

¹⁵ Se remémorer l'expulsion des Américains de Libye après le coup d'État de 1969.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES

